

Nous avons signalé en janvier que, sur demande du Parquet, le tribunal correctionnel s'était déclaré incompétent au sujet d'articles parus dans notre journal en faveur de la révolution algérienne et qu'il avait renvoyé nos camarades J. Privas et P. Frank devant le tribunal des forces armées. Nous avons ajouté que nos camarades avaient fait appel sur ce jugement d'incompétence.

Avec une hâte peu coutumière au Palais de Justice, l'appel viendra le 27 mars prochain devant la 11^e Cour d'Appel de Paris. Pour le gouvernement Guy Mollet, il urge que le tribunal militaire assure en France la « pacification » contre les journalistes et les militants qui se dressent contre la guerre d'Algérie.

Le moyen de faire cesser les atrocités

Les moyens et les méthodes de la « pacification » sont de nouveau débattus au grand jour. Journalistes, députés et ministres feignent qui l'étonnement, qui l'indignation. Comme si chacun n'était fixé depuis longtemps sur la terreur, les atrocités et les crimes en série que recouvre le terme de pacification. Le rapport de la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les militants communistes en octobre dernier est d'une mauvaise foi manifeste en même temps qu'il tend à justifier pour raison d'Etat le principe de l'emploi des méthodes gestapistes. « L'arbitraire n'est pas invraisemblable », ose écrire le rapporteur socialiste pour en tirer la conclusion que l'emploi de méthodes spéciales en marge des lois est une nécessité dans une situation comme celle de l'Algérie. La Commission a laissé s'écouler suffisamment de temps pour qu'il ne subsiste que peu de marques sur le corps des victimes. Les traces de brûlures par l'électricité dont plusieurs détenus ont pu encore faire état furent attribuées à une mystérieuse épidémie d'eczéma dont le Docteur Hovnamian qui s'est désolidarisé des conclusions de la Commission a pu dire que ses caractéristiques ne figurent dans aucun livre de médecine.

La Commission s'est bien gardée d'enquêter sur les cas de tortures plus récents, sur les tortures en cours durant ses recherches. Elle ne se gêne pas pour affirmer que cela n'entraîne pas dans ses attributions.

En vérité, comme l'indique le document remis à la

Lettre d'Algérie

...Hélas! on n'est pas là pour se promener et jouer du spectacle de la mechta qu'on découvre au bord d'un oued, cachée dans les oliviers... mais pour faire « traiter », comme disent pudiquement les militaires, des gens qui 99 fois sur 100, n'ont absolument rien fait. Et je ne sais pas si vous avez idée du travail que font des avions de chasse aux rockets et à la mitrailleuse! En 10 secondes, un village entier, dans lequel il y avait des chances pour qu'il y ait peut-être quelques suspects, flambe!

...Je n'aurais jamais pu empêcher ce qui se passe quand 40 trouffions rentrent dans un village, tuant ceux qui ne leur plaisent pas, prenant ce qui leur plaît. D'autant plus qu'en général les officiers sont les plus déchainés.

D'ailleurs, il est de bon ton de se promener avec une photo montrant le fellagha qu'on a tué de sa propre main. C'est simple: on arrête un gars plus ou moins suspect, on arme sa carabine, on lui dit: « Va-t-en... » et on tire. Comme ça: « fuyard abattu », on est à couvert; et puis, ces salopards, moins il y en a, mieux ça va... Quand je pense qu'il y a un peu plus d'un an, il y avait eu toute une histoire pour une photo représentant cette scène... qui se reproduit au moins dix fois chaque jour en Algérie!

Je m'excuse de vous casser les pieds avec tout ça, mais j'ai toujours eu quelques longueurs de retard, et je ne savais pas ce que pouvait être la guerre...

présidence de la République par 357 personnalités:

« Il ne s'agit pas de faits, que, si nombreux qu'ils fussent, on pourrait qualifier d'isolés; il s'agit bien d'une pratique qui s'est largement répandue: nous voulons parler du recours à la torture à l'égard de prisonniers faits les armes à la main... Il s'agit également d'exécutions sommaires d'otages innocents, de brutalités, de pillages, de destruction de villages entiers par mesure d'intimidation ou de représailles. »

C'est sur ce climat et cette pratique quotidienne que porte le témoignage de J.-J. Servan-Schreiber, témoignage qui lui vaut l'inculpation d'atteinte au moral de l'armée. Ne confondons pas la morale avec le moral comme le relève judicieusement un rédacteur du « Monde ». Servan-Schreiber montre, pris sur le vif dans le cours du service quotidien et des opérations militaires que l'on mène la guerre au peuple algérien en entier. Le soldat français a droit de vie et de mort sur la personne du premier Algérien qu'il rencontre et dont la physionomie lui déplaît. Le reportage nous montre les généraux montant des opérations nécessaires pour justifier leur présence et pour permettre leur avancement. Quoi de plus typique que ce cas du général ordonnant le bombardement intensif de toute une contrée parce que deux coups de feux avaient claqué au petit matin. Et quoi de plus caractéristique que ce capitaine qui ordonne de placer quelques grenades et des chevrotines dans des fermes arabes pour justifier d'amples arrestations de villageois.

Après le dossier Jean Muller, après le livre de P.-H. Simon: « Contre la torture », après les articles de J.-J. Servan-Schreiber, après des centaines de témoignages que faut-il pour faire cesser ces pratiques de SS, pour mettre fin à la besogne des tortionnaires et pour juger les responsables des crimes contre l'humanité? N'est-il pas surprenant de constater que les organisations ouvrières se tiennent à l'arrière-plan des campagnes de presse actuellement en cours? Le PCF qui lance des semaines d'action vouées à l'insuccès et les organisations syndicales ne parviendraient-elles pas à secouer l'apathie actuelle et à préparer des actions de plus grande envergure en prenant la tête de la campagne contre les atrocités?

Les organisations ouvrières peuvent susciter des dizaines de milliers de témoignages irréfutables. Des Commissions d'enquête constituées à l'initiative des organisations ouvrières pourraient avec ou sans l'autorisation de Lacoste-Mollet constituer des dossiers écrasants. Devant les masses travailleuses les responsables de la boucherie seront dévoilés, tous les rouages secrets de la sale guerre mis au grand jour, les organisateurs des atrocités et les spécialistes de la torture seront jugés par les travailleurs en attendant qu'il se trouve des tribunaux pour disposer de leur sort.

Tout cela est facilement réalisable et serait autrement plus efficace que les pétitions et les démarches à l'Assemblée Nationale. L'action générale pour imposer la fin de la sale guerre s'en trouverait puissamment stimulée. Nous avons adressé dès le mois d'octobre des propositions dans ce sens aux organisations ouvrières. Notre lettre nous a valu du reste de nouvelles poursuites. Nous ne cesserons pour autant de réitérer nos propositions qui ne peuvent que rencontrer l'assentiment de tous les militants ouvriers et de tous les travailleurs.

Robert LEBLOND.

Manifestation contre la guerre d'Algérie dans le quartier latin

Un calme politique étonnant a régné pendant un an au Quartier Latin. Mais le samedi 2 mars, les étudiants ont défilé boulevard Saint-Germain, au cri de « Paix en Algérie », et l'« Humanité » s'est réjouie du succès de cette manifestation. Nous partageons également cette satisfaction. Cependant, l'« Humanité » s'abstenait avec pudeur d'analyser avec quelque sérieux cet événement, il nous appartient de faire les remarques qui s'imposent.

Qui, tout d'abord, a pris l'initiative de cette action? C'est la direction de l'Union des Etudiants Communistes. Cet organisme éminemment stalinien, serait-il donc soudain animé de l'esprit de l'internationalisme prolétarien, et prendrait-il, de ce fait, des décisions contraires à l'orientation générale du Parti? Car c'est là une étrange chose: des dirigeants staliniens entraînent les étudiants clamer dans la rue leur volonté de paix en Algérie! Rassurons-nous, ces jeunes gens sont toujours convaincus qu'« il-ne-faut-pas-sacrifier-le-tout-à-la-partie », et que l'unité avec Mollet vaut bien la révolution algérienne. La vérité, c'est qu'ils se seraient bien passés de cette manifestation. Mais la pression des militants de la base a été plus forte que celle des bureaucrates, et ceux-ci ont dû s'incliner devant le mécontentement des étudiants, qui menaçait de les déborder. Cette manifestation pour la paix en Algérie prend donc le sens d'une critique nette de la politique coloniale du PCF. De cela aussi, nous nous réjouissons.

D'autre part, nombre des étudiants qui ont suivi la manifestation, ont été frappés des réactions de la population: une indifférence quasi-générale, quand ce n'était pas une hostilité déclarée. Alors qu'une manifestation analogue, faite il y a un an avant le vote des pouvoirs spéciaux, avait regu l'appui complet de la population du Quartier Latin! Serait-ce qu'en un an les Parisiens sont devenus colonialistes? Cela paraît douteux. Que s'est-il donc passé? Depuis plus d'un an, la presse et la radio bourgeoises ont orchestré une violente campagne d'exaltation chauvine, raciste et colonialiste: à cela rien d'étonnant, la bourgeoisie fait sa politique. Mais que lui ont opposé la direction du PCF et l'« Humanité »? Ils l'ont objectivement appuyée par le vote des pouvoirs spéciaux, par le refus de gêner en quoi que ce soit la criminelle politique de Mollet, par la démobilisation complète du Parti. Alors que dès mars 1956, l'action des rappelés dans les casernes pouvait être le point de départ d'un puissant mouvement de masses pour obliger le gouvernement à négocier en Algérie complice du gouvernement, à brutalement stoppé le mouvement populaire naissant, obligé la classe ouvrière à capituler devant la bourgeoisie. Et ce faisant, elle a laissé le champ libre aux colonialistes pour développer à loisir leur idéologie, qui ne trouvait devant elle aucun obstacle. La démobilisation du prolétariat est à l'origine de la démoralisation actuelle des masses. Les Thorez et Cie ont bien mérité de Mollet, mais au prix d'un crime historique de plus: en trahissant la révolution algérienne, ils ont trahi le prolétariat français qui, le moment venu, saura s'en souvenir.

Déjà les étudiants ont touché du doigt l'infâme politique des bureaucrates staliniens. Et ils ont, le 2 mars, réussi à soulever le poids de l'appareil. Ce mouvement est désormais irréversible, et la pression de la base se fera maintenant chaque jour plus forte. Les étudiants aspirent confusément à une politique internationaliste et révolutionnaire, et commencent à découvrir les voies propres à la promouvoir. Au Quartier Latin comme ailleurs, les jours de la bureaucratie sont comptés.